

BVK: l'enquête pénale sur la caisse de pension vise huit personnes

Zurich (awp/ats) - L'affaire de corruption au sein la caisse de pension du personnel du canton de Zurich (BVK) s'étend désormais à huit personnes. Un troisième suspect a été arrêté mardi. Un cadre de la BVK et le patron d'une société de participations se trouvent toujours en détention préventive.

Le responsable du secteur des placements de la caisse s'est laissé corrompre à plusieurs reprises par différentes personnes entre 1997 et 2010, a indiqué le Ministère public zurichois. Le chef de la société BT&T Timelife lui aurait versé, au total, des centaines de milliers de francs en argent liquide dans ce but. Ce dernier nie avoir commis tout délit, indique son porte-parole à l'ATS.

Licencié avec effet immédiat à la mi-juin, le cadre de la BVK se trouve en détention depuis l'éclatement du scandale, fin mai. Le patron de BT&T a été arrêté une dizaine de jours plus tard. Tous deux sont maintenus en préventive en raison d'un risque de collusion.

La troisième personne arrêtée est également soupçonnée de corruption, a précisé l'autorité d'enquête. D'autres arrestations pourraient suivre.

Le Ministère public et la police cantonale ont procédé à 17 perquisitions durant les dernières semaines. Ils ont saisi des preuves sous forme de documents contenus dans plus de 2000 classeurs fédéraux ainsi que maintes données électroniques. Douze personnes ont été interrogées en tant qu'informateurs ou suspects.

Les enquêteurs tentent notamment de découvrir si le cadre de la BVK a également perçu en 2001 un montant dépassant la centaine de milliers de francs d'un conseiller d'administration de la société HBM BioVentures. Ce versement serait lié à un engagement pris par la BVK en faveur de cette entreprise.

D'autres indices font état de privilèges dont le cadre de la BVK aurait bénéficié. Il est notamment question de voyages et de dîners gastronomiques. Selon le Ministère public, des conflits d'intérêts sont par ailleurs survenus lors d'attributions de mandats.

Une enquête administrative externe est aussi en cours, dirigée par le professeur émérite de droit Georg Müller. La ministre des finances Ursula Gut-Winterberger (PLR) chargera en outre ces prochains jours une société de révision d'analyser les relations commerciales de la BVK, surtout dans le secteur de la gestion de fortune, a-t-elle annoncé dans un communiqué.